Sommaire

Sao Tomé-et-Principe adhère à l'idée d'une « Chine unique »	2
São Tomé-et-Príncipe officialise ses noces avec Pékin	3
São Tomé-et-Príncipe : du rose et des épines	4
São Tomé-et-Prìncipe : le changement, c'est tout le temps	6
Focus : les (grandes) ambitions de São Tomé dans les infrastructures	9
Hydrocarbures : demain du pétrole à São Tomé ?	11
São Tomé : un commerce extérieur en quête d'équilibre	13
Pêche à São Tomé : petit archipel, ZEE immense	15
São Tomé-et-Príncipe : ni ethnies, ni tribus	17
lls font bouger Sao Tomé	18
Patrice Trovoada : « Pour bien vivre à São Tomé	22
Patrice Trovoada : « J'ai été victime d'un coup d'État parlementaire »	25
Le chinois CHEC va construire un port de transbordement à São Tomé-et-Príncipe	26
São Tomé : pour les touristes, ici commence le rêve	28
São Tomé-et-Príncipe : bienvenue sur l'île Chocolat	30
São Tomé-et-Príncipe – Satocao : dans les petits papiers des grands chocolatiers	33
Claudio Corallo, maestro du cacao santoméen	34
Gastronomie : Ioão Carlos Silva c'est lui le chef l	36

Sao Tomé-et-Principe adhère à l'idée d'une « Chine unique » et rompt ses relations diplomatiques avec Taïwan

Le timing n'est pas anodin. Alors que le président-élu des États-unis, Donald Trump, fait monter la tension entre la Chine et Taïwan, Pékin a obtenu le réalignement diplomatique du petit État africain de Sao Tomé-et-Principe sur l'idée qu'il n'existait qu'une « seule Chine », représentée en droit international par la République populaire de Chine.

L'État situé sur le Golfe de Guinée a donc décidé, du fait de cette annonce, de rompre ses relations diplomatiques avec Taïwan, annonce le cabinet du Premier ministre dans un communiqué diffusé mardi 20 décembre, sur le site d'information Tela Non.

Le ministère chinois des Affaires étrangères s'est félicité le lendemain son site internet « du retour de Sao Tomé-et-Principe sur la juste voie du concept de la Chine unique ».

Taïwan est politiquement séparé de la République populaire de Chine depuis la prise du pouvoir par les communistes à Pékin en 1949. Au nom du principe de la « Chine unique », Pékin interdit à ses partenaires d'entretenir des relations diplomatiques avec l'île, qu'il considère comme une de ses provinces, destinée à retourner dans son giron.

Deux pays africains en relation avec Taïwan

Avec la décision du petit État de Sao Tomé (200 000 habitants) il ne reste plus que 21 Etats qui entretiennent des relations avec Taïwan, dont deux pays africains, le Swaziland et le Burkina Faso. Les autres sont des petits pays d'Amérique centrale, des Caraïbes ou du Pacifique et enfin, le Vatican.

Le ministre des Affaires étrangères de Taïwan à immédiatement réagi à la décision de Sao Tomé, qu'il a qualifié d'irréfléchie et a précisé que Taïwan fermerait son ambassade sur place et mettrait fin à tous ses projets de coopération avec l'île africaine.

Pays pauvre dépendant de l'aide extérieure, Sao Tomé négocie la conclusion d'un crédit de 30 millions de dollars avec une société de la République populaire de Chine basée à Hong Kong, China International Fund Limited, selon le site Tela Non. Le ministre taïwanais a déclaré lors d'une conférence de presse ne pas vouloir rentrer dans des jeux d'argent.

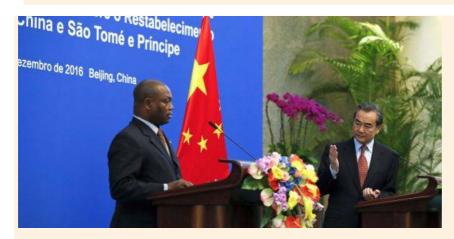
Regain de tension

Après une relative accalmie entre les deux pays, la rivalité a repris en mars dernier lorsque Pékin a obtenu la reconnaissance de la Gambie, deux mois après la victoire à la présidentielle taïwanaise de Tsai Ing-wen, défavorable à un rapprochement avec le gouvernement chinois.

Mme Tsai a déclenché la colère de Pékin début décembre en obtenant un entretien téléphonique avec Donald Trump, qui a rompu ainsi avec l'habitude des présidents américains de ne pas entretenir de relations officielles avec les dirigeants taïwanais.

<u>Le nouveau président des États-Unis</u> a déclaré ne pas se sentir tenu par ce principe de « Chine unique » en vigueur à la Maison-Blanche depuis 1979.

São Tomé-et-Príncipe officialise ses noces avec Pékin



Cinq jours après avoir officialisé son ralliement au principe de « Chine unique », Urbino Botelho le ministre des Affaires étrangères de l'archipel lusophone était à Pékin ce lundi pour rétablir officiellement les liens diplomatiques avec la Chine.

Le rétablissement des relations diplomatiques entre São Tomé-et-Príncipe et la Chine, lundi 26 décembre à Pékin, avait de forts accents économiques. Si le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, et son homologue, Urbino Botelho, ont signé un communiqué commun officialisant la reprise de leurs relations diplomatiques, ce sont surtout les opportunités d'investissements offertes par l'archipel qui ont occupé le devant de la scène.

- « São Tomé-et-Príncipe bénéficie de très bonnes conditions de développement de son commerce et de ses affaires », a assuré Urbino Botelho, cité par *Reuters*, appelant à ce que le renouveau des relations politiques permette une discussion avec les sociétés chinoises.
- « São Tomé-et-Príncipe bénéficie d'une localisation stratégique dans le Golfe de Guinée et d'un potentiel d'investissements dans les mines, dans l'agriculture, dans la construction de ports et d'aéroports », a-t-il encore indiqué.

« Une diplomatie des dollars »

De quoi mettre de l'eau au moulin de Taïwan, politiquement séparé de la République populaire de Chine depuis la prise du pouvoir par les communistes à Pékin en 1949, qui dénonçait « une diplomatie des dollars » après que le cabinet du Premier ministre de São Tomé a annoncé <u>la rupture de leurs liens diplomatiques</u> dans un communiqué diffusé mardi 20 décembre, sur le site d'information Tela Non.

Pourtant, depuis l'établissement de relations bilatérales, en 1997, Taipei accroissait régulièrement son aide à l'archipel. En 2016, elle s'élevait à 15 millions de dollars.

Parmi les motifs de ralliement à la « Chine unique », São Tomé-et-Príncipe, pays pauvre dépendant de l'aide extérieure, négocie la conclusion d'un crédit de 30 millions de dollars avec une société de la République populaire de Chine basée à Hong Kong, China International Fund Limited, selon le site Tela Non cité par l'*AFP*.

En attendant le pétrole

Et c'est dire si les opportunités de développement de nouvelles relations commerciales sont nombreuses tant São Tomé-et-Príncipe exporte peu. <u>Il s'agit à 80 % de cacao sec</u>, de chocolat, de café et de poivre. En revanche, l'archipel importe quantité de marchandises de toute sorte. Résultat, sa balance commerciale est structurellemen déficitaire. En 2015, les exportations ont atteint 9 millions de dollars (environ 8,2 millions d'euros) et les importations, 127,5 millions. Soit un solde déficitaire de 118,5 millions...

Les importations ? Ce sont essentiellement des produits alimentaires (30 % du total), la moitié de ce poste étant constitué des boissons. Suivent le riz, devenu la base de l'alimentation des Santoméens, la viande et l'huile. Deuxième poste, les produits pétroliers (21 %), en provenance d'Angola surtout, puis les biens d'équipement (13 %) : machines, véhicules, matériels informatique, électronique et électrique... Pour réduire le déficit de sa balance courante, le pays compte aussi sur l'essor des exportations de poisson et sur le développement du tourisme, en attendant que la prospection pétrolière porte ses fruits.

À LIRE AUSSI :

Hydrocarbures : demain du pétrole à São Tomé ? (carte)

La Chine est un partenaire commercial encore très marginal pour São Tomé. Quoique Hua Chunying, la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a reconnu que l'Empire du milieu avait établi une représentation commerciale dans l'archipel en 2013 et que les relations commerciales bilatérales avaient atteint 8 millions de dollars en 2015.

São Tomé-et-Príncipe : du rose et des épines

Insularité, petit marché, coûts d'infrastructures et de transport exorbitants, 20 % de la population en situation d'extrême pauvreté : avec de tels handicaps, il n'est guère étonnant que São Tomé-et-Príncipe soit classé parmi les pays les moins avancés de la planète. De ceux qui ne peuvent compter que sur l'aide internationale pour boucler leur budget.

Car les espoirs fondés sur des gisements d'or noir ne se sont toujours pas concrétisés, et la dette atteint un niveau qui commence à alarmer les créanciers.

Un retour progressif à la stablité

Avec l'aide du FMI, le gouvernement élu en octobre de cette année-là s'attelle à améliorer la situation. « Il a mis en œuvre des réformes structurelles pour atteindre une croissance soutenable et susciter des créations d'emplois, explique Flávio António Soares da Gama, économiste résident de la BAD. Ces réformes ont



contribué à améliorer la fiabilité du registre des contribuables, à créer un centre des impôts, à élargir l'assiette fiscale, à simplifier les procédures douanières et à durcir la loi contre le blanchiment et le financement du terrorisme. »

Des investissements étrangers en hausse, une bonne récolte de cacao, des secteurs du

bâtiment et du tourisme dynamiques

Des rentrées fiscales supplémentaires combinées à une réduction des dépenses publiques ont significativement réduit le déficit budgétaire, ainsi que celui des échanges courants. L'adossement à l'euro de la monnaie nationale, le dobra, a assagi l'inflation (4 % cette année, contre 10 % en 2012). Ce retour à la stabilité des changes a allégé les prix des produits d'importation pétroliers et alimentaires.

Des investissements étrangers en hausse, une bonne récolte de cacao, des secteurs du bâtiment et du tourisme dynamiques ont soutenu la croissance, passée de 4 % en 2013 à 4,5 % en 2014, puis à 4 % en 2015. Ce petit creux de l'année dernière serait dû à l'adoption tardive du budget de l'État, ce qui a retardé le versement de l'aide internationale. Les prévisions tablent sur 5 % en 2016.

La part belle est faite au tourisme

Du coup, l'archipel collectionne les médailles. Le dernier indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique le classe au premier rang des pays ayant amélioré leurs performances en 2015 en matière de développement durable et de respect des droits de l'homme et des lois. C'est aussi l'un des pays les mieux classés d'Afrique (11e rang) selon l'indice de perception de la corruption publié par l'ONG Transparency International en janvier 2016.

Il ne faudrait pas pour autant que São Tomé-et-Príncipe s'endorme sur ses lauriers. Son système judiciaire est « fragile ». Son système bancaire est grevé par 25 % de prêts « non performants » et pratique des taux très élevés, entre 24 % et 26 %, qui étranglent les PME.

Modernisation de l'aéroport et uppression des visas pour les ressortissants des pays nord-

américains et européens

Certes, le gouvernement projette la création d'une TVA en 2017, ainsi que la modernisation de l'aéroport et la construction d'un port en eau profonde pour faire du pays un carrefour commercial. Avec le concours de la BAD, il serait bien avisé d'élaborer au plus vite un cadre stratégique 2017-2021, afin de mettre de l'ordre dans ses projets et de donner la priorité aux investissements les plus créateurs d'emplois.

Des retards dans les services et la formation professionnelle

Afficher un taux de scolarisation de 98 % dans le primaire est une bonne chose. <u>Se vouloir un hub pour ses voisins pétroliers, aussi</u>. Se préparer à devenir une destination touristique en supprimant les visas pour les ressortissants des pays nord-américains et européens, c'est encore mieux. Encore faudrait-il que la formation professionnelle soit à la hauteur de ces enjeux, car une économie de services exige l'excellence dans de nombreux domaines.

Les clients d'un resort balnéaire ne supporteront pas d'attendre pendant des heures l'intervention d'un plombier

Les banquiers angolais et camerounais, par exemple, ne peuvent se satisfaire d'un réseau téléphonique souvent défaillant. De même, les clients d'un resort balnéaire ne

supporteront pas d'attendre pendant des heures l'intervention d'un plombier. Peut-être faudrait-il que l'archipel apprenne d'un bon élève comme le Cap-Vert la meilleure manière de s'y prendre pour compenser une insularité que le réchauffement climatique rendra inévitablement encore plus coûteuse.

São Tomé-et-Principe : le changement, c'est tout le temps

D'alternance en cohabitations, la vie politique santoméenne ne manque pas d'animation. À l'approche de la présidentielle, dont le premier tour a été fixé au 16 juillet, majorité et opposition fourbissent leurs armes. Qui les représentera?



C'est clair comme de l'eau de roche. À São Tomé, le président arbitre et le Premier ministre gouverne, et cela depuis un moment. Tout commence au lendemain de l'indépendance, en 1975, lorsque Manuel Pinto da Costa, secrétaire général du Mouvement de libération de São Tomé-et-Príncipe (MLSTP) à l'époque du parti unique, devient le premier président élu.

Il le restera jusqu'aux élections libres de 1991. Celles-ci permettront aux Santoméens d'étrenner une nouvelle Constitution, d'expérimenter la démocratie et de choisir pour chef de l'État Miguel Trovoada, qui enchaîne deux quinquennats.

Août 2011. De retour en politique, <u>Manuel Pinto da Costa</u> est à nouveau élu à la tête de l'archipel, cette fois en tant que candidat indépendant. Mais il est aujourd'hui contraint de composer avec le fils de son ancien rival, Patrice Emery Trovoada, président de l'Action démocratique indépendante (ADI, centre droit), <u>qu'il était parvenu à évincer de la primature en décembre 2012</u>, mais qu'il a dû réintégrer dans ses fonctions fin novembre 2014, après que l'ADI eut remporté les législatives (lire encadré).

Entre les deux hommes, on s'en doute, ce n'est pas le grand amour. Habitués à cohabiter, ils font contre mauvaise fortune bon cœur et se rencontrent tous les quinze jours à la présidence, où le Premier ministre rend compte au chef de l'État de la marche du pays. Le rituel est quasi immuable.

L'espoir d'une cohabitation pour l'opposition

Manuel Pinto da Costa et Patrice Trovoada conversent dans les jardins du palais, tandis que leurs collaborateurs les suivent de loin, en retenant leur souffle. Pourtant il n'y a jamais de clash, chacun veillant à se comporter en gentleman.

Pour eux comme pour toute la classe politique, la prochaine présidentielle, dont le premier tour doit se tenir le 16 juillet, revêt une importance particulière. Grand perdant des

législatives de 2014, le Mouvement de libération de São Tomé-et-Príncipe – Parti social-démocrate (MLSTP-PSD), émanation de l'ex-parti unique, brûle de prendre sa revanche.

Puisque l'ADI est majoritaire au Parlement jusqu'aux législatives d'octobre 2018 et tient les rênes du gouvernement, Aurélio Martins, président du MLSTP-PSD depuis 2011, espère que le candidat désigné par son parti accédera à la magistrature suprême. Reconduisant ainsi la cohabitation, qu'il considère comme « un gage d'équilibre des pouvoirs et un facteur de stabilité pour le pays ».

Lors de sa convention, début avril, le MLSTP-PSD a désigné son candidat. Ou plutôt sa candidate : Maria das Neves. Une économiste de 58 ans, formée à Cuba – qui fut notamment ministre des Finances et Première ministre de 2002 à 2004 -, qu'Aurélio Martins présente comme « une indépendante qui a sollicité le soutien du MLSTP-PSD ».

Le gouvernement ne propose pas une idée claire et précise sur l'avenir du pays !, Aurélio

Martins

Bien que n'étant plus membre du parti, Pinto da Costa n'approuve pas ce choix. Et il n'est pas exclu qu'il se porte lui-même candidat, malgré ses 78 printemps, même si certains estiment qu'il devrait prendre sa retraite.

Principal leader de l'opposition, Aurélio Martins, 49 ans, ancien journaliste de radio et homme d'affaires, avait été éliminé dès le premier tour de la présidentielle en 2011, où il n'avait réuni que 4,04 % des suffrages, loin derrière Maria das Neves, quatrième avec 14 %. Il semble en avoir tiré les conséquences.

« Nous sommes dans une phase de réorganisation des structures de base du parti, explique-t-il. Les législatives de 2014 ont été un indicateur. Nous continuons de réfléchir à de nouvelles stratégies pour aborder les futures échéances et gagner des militants. »

Interrogé sur le bilan du Premier ministre, le président du MLSTP-PSD n'est pas tendre : « Le gouvernement ne cesse de faire de la propagande, de parler de sa « vision 2030 », censée transformer le pays en un Dubaï africain. On y cherche en vain une idée claire et précise sur l'avenir du pays ! » maugrée-t-il.

Du côté de l'ADI, on observe une certaine décontraction. Fort de sa majorité absolue au Parlement, le parti est assuré de rester au pouvoir jusqu'aux prochaines législatives.

Après la présidentielle, Trovoada n'exclut d'ailleurs pas d'ouvrir le gouvernement à des personnalités extérieures. Ce qui n'enthousiasme guère Martins : « Faire partie d'un gouvernement d'ouverture n'est pas notre objectif », rétorque-t-il.



Pour le Premier ministre, l'idéal serait de voir accéder à la tête du pays un homme qui partage ses vues. En l'occurrence, Evaristo Carvalho, vice-président du parti et président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, sur lequel l'ADI a jeté son dévolu.

À 73 ans, Carvalho a une grande expérience politique : Premier ministre de Miguel Trovoada, puis de Fradique de Menezes, ministre de la Défense, secrétaire général à la Présidence, président de l'Assemblée nationale en 2010... et candidat à la présidentielle en 2011, où il s'était incliné face à Pinto da Costa au second tour, recueillant tout de même plus de 47 % des voix.

Si sa démocratie semble vivace, le petit État insulaire a d'énormes défis à relever sur le plan économique et social. Il dépend beaucoup trop de l'aide extérieure, qui alimente 95 % de son budget. Sa dette publique représentait plus de 80 % du PIB l'an dernier.

Le gouvernement a élaboré une stratégie de transformation, engagée depuis deux ans, qui

passe par la relance des filières phares : cacao, café, poivre, huile de palme et pêche... La moitié de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté. Et si ses progrès dans les domaines de la santé et de l'éducation lui permettent de figurer depuis 2014 dans le peloton des pays à développement humain « moyen » (et non plus « faible ») des rapports annuels du Pnud, le tableau s'assombrit dès que l'on considère la précarité de l'emploi et le taux de chômage, estimé à 13 %.

Pour sortir de cette situation, le gouvernement a élaboré un agenda de transformation à l'horizon 2030. Une stratégie, engagée depuis deux ans, qui passe par la relance des filières phares : cacao, café, poivre, huile de palme et pêche.

Un autre volet vise à moderniser les infrastructures de transport, de logistique et de télécommunications afin de valoriser la position de l'archipel dans le golfe de Guinée et d'en faire un hub de services maritimes, aériens, financiers, éducatifs et touristiques. Reste à trouver les investisseurs...

DÉMOCRATIE, MODE D'EMPLOI

À São Tomé-et-Príncipe, la démocratie est bien ancrée dans la vie quotidienne. Et, microcosme insulaire oblige, les responsables politiques se connaissent tous pour avoir cheminé ensemble à un moment ou à un autre. Ici, depuis 1991, l'alternance et la cohabitation n'ont rien d'inhabituel.

La Constitution impose au chef de l'État de choisir son Premier ministre au sein du parti majoritaire à l'Assemblée nationale, renouvelée tous les quatre ans, alors que la durée du mandat présidentiel est de cinq ans. En outre, le scrutin à la proportionnelle ne garantit pas au vainqueur des législatives d'obtenir une majorité confortable.

L'Action démocratique indépendante (ADI) en a fait l'expérience. Après qu'elle fut arrivée en tête aux élections de 2010 avec 26 sièges sur 55, son chef, Patrice Trovoada, a formé un gouvernement minoritaire, mais a été renvoyé par le président Pinto da Costa à la suite

d'une motion de censure de l'Assemblée, en décembre 2012... Jusqu'à ce que les législatives d'octobre 2014 donnent à son parti une majorité absolue de 33 sièges.

Face à l'ADI, l'hémicycle compte trois formations d'opposition : le Mouvement de libération de São Tomé-et-Príncipe – Parti social-démocrate (MLST-PSD), avec 16 députés (contre 21 auparavant), le Parti de convergence démocratique-Groupe de réflexion (PCD-GR), de Gabriel Costa (Premier ministre en 2002, puis de 2012 à 2014), avec 5 députés (au lieu de 7), et l'Union pour la démocratie et le développement (UDD), représentée pour la première fois dans l'hémicycle, avec 1 élu.

Le Mouvement démocratique Force pour le changement-Parti libéral (MDFM-PL), de l'ancien président de Menezes, a quant à lui perdu le seul siège qu'il détenait lors de la précédente législature.

Focus : les (grandes) ambitions de São Tomé dans les infrastructures

Un port en eau profonde et un aéroport international digne de ce nom ? C'est pour très bientôt. Fini de jouer les petits poucets : pour stimuler son économie, l'archipel voit grand.

Fernão Dias, dans le nord de l'île de São Tomé. C'est là, à une trentaine de



kilomètres de la capitale, que doit être construit un port en eau profonde. Un de plus, dans une Afrique centrale qui en compte déjà plusieurs? À ceux de Pointe-Noire au Congo, de Kribi au Cameroun, de Malabo en Guinée équatoriale, s'ajoutent des concurrents ouest-africains, au Nigeria, au Ghana, en Côte d'Ivoire, au Togo...

Mise en place d'activités de transbordement

Pour les autorités santoméennes, c'est pourtant devenu une nécessité. Car le port de la capitale, situé dans la baie d'Ana Chaves et géré par la société publique Enaport, ne répond plus aux besoins, et encore moins aux projets de développement des exportations. Peu profond, il ne peut recevoir que des bâtiments dont le tirant d'eau n'excède pas 3,5 m.

Et sa zone de stockage des conteneurs a une capacité limitée à 600 tonnes équivalent vingt pieds (EVP). Résultat, la plupart des navires doivent mouiller en haute mer, où des petits bateaux assurent le transbordement. Autant d'opérations qui ralentissent le trafic, au départ comme à l'arrivée.

L'objectif est de faire de l'archipel une plateforme douanière et fiscale.

Mais la raison d'être de ce futur port tient surtout à la volonté du gouvernement de développer les activités de transbordement.

« L'archipel bénéficie d'une position stratégique dans le golfe de Guinée, à environ 300 km du continent africain, dans une zone qui compte près de 450 millions d'habitants et

regroupe les pays les plus riches d'Afrique centrale. Pour eux, nous sommes idéalement situés, sur la route de l'Europe et des Amériques », s'enthousiasme Adelino Cardoso, directeur des études au ministère des Infrastructures. Pour séduire les armateurs, l'objectif est de faire de l'archipel une plateforme douanière et fiscale. L'administration travaille d'ailleurs à une mise à niveau de ces services.

Qui financera la construction du nouveau port ? En octobre 2015, le gouvernement a signé un protocole d'accord avec la China Harbour Engineering Company (CHEC) pour la conception et la réalisation de l'ouvrage, dont la livraison est prévue en 2019. La CHEC est censée investir au moins 120 millions de dollars, sur un coût total de 800 millions. Le gouvernement santoméen souhaitant diversifier ses partenaires, le budget n'est pas encore bouclé.

« Pour éviter que le trafic ne passe par la route », précise Adelino Cardoso, de petits ports de cabotage seront implantés le long de la côte, et les services du port de São Tomé (qui deviendra un port intérieur et de pêche) seront améliorés. Situé sur la côte nord-ouest de l'île, celui de la petite ville de Neves (considérée comme le pôle industriel du pays) reçoit

aujourd'hui les importations de carburant et sert de port de pêche.

Si l'activité pétrolière se développe, ses infrastructures seront renforcées. Enfin, à Príncipe, le port situé dans la baie de Santo António, qui ne peut recevoir que des navires d'un tirant d'eau maximal de 1,7 m, devrait aussi être réhabilité.



Des projets encourageants dans les transports aérien et maritime

Également au programme : la modernisation de l'aéroport international. Elle s'impose pour répondre au développement des échanges commerciaux et du tourisme (y compris entre les deux îles), ainsi que pour attirer la clientèle d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest .

Il est prévu d'étendre sa piste, trop courte (2 200 m), afin qu'elle puisse accueillir des grosporteurs de type Airbus A310, de construire un nouveau terminal et un hangar de stationnement.

Objectif: passer de quatre à sept liaisons hebdomadaires et faire baisser les tarifs, qui

restent élevés entre São Tomé et Santo António

Pour l'heure, la capitale, desservie par plusieurs transporteurs étrangers, dont le portugais TAP et l'angolais TAAG, est reliée à Lisbonne, Libreville, Accra, Malabo et Luanda. STP Airways, la compagnie nationale, assure des liaisons avec le Portugal et avec l'île de Príncipe, où les travaux d'extension (à 1 750 m) de la piste de l'aéroport de Santo António ont déjà été réalisés, grâce à un investissement de 8 millions d'euros émanant du fonds sud-africain Here Be Dragons (HBD), de Mark Shuttleworth, très actif dans le tourisme.

Objectif : passer de quatre à sept liaisons hebdomadaires entre les deux îles et faire baisser les tarifs, qui restent élevés entre São Tomé et Santo António, la capitale de Príncipe.

Pour rapprocher les îles sœurs, l'État vient par ailleurs d'acquérir deux ferrys.

Il faut en effet compter environ 200 euros pour un aller-retour par avion. Une somme qui n'est pas accessible à toutes les bourses, dans un pays où le salaire mensuel minimum n'excède pas 50 euros. C'est donc par bateau que les Santoméens, et aussi quelques touristes, se rendent d'une île à l'autre. Une équipée qui dure au moins cinq heures (contre trente minutes en avion), voire plus, selon la mer, souvent agitée dans cette partie du golfe de Guinée.

Les conditions de voyage et de sécurité se sont cependant améliorées, grâce notamment à une liaison maritime assurée par HBD. Pour rapprocher les îles sœurs, l'État vient par ailleurs d'acquérir deux ferrys. Reste à trouver un opérateur privé à qui concéder leur exploitation. Celle-ci pourrait débuter d'ici à la fin de l'année

Surf numérique

L'archipel compte moins de 200 000 habitants, mais déjà plus de 237 000 abonnés à la téléphonie mobile, dont 156 000 à la Companhia Santomense de Telecomunicações (CST, leader national, dans laquelle l'État détient 49 % du capital et Africatel, 51 %), et 81 000 à Unitel-STP, filiale de la compagnie angolaise Unitel.

Grâce à la connexion au câble sous-marin à fibre optique Africa Coast to Europe (ACE, qui relie la France à l'Afrique du Sud), le taux de pénétration d'internet est passé de 2,5 % en 2012 à 13 % en 2014.

Unitel comptait 1 439 abonnés à internet (en ADSL) et la CST, 1 267 (en ADSL et en fibre optique) à la fin de 2015. L'île de São Tomé dispose du meilleur réseau, avec une boucle métropolitaine dans la capitale et, dans chaque chef-lieu de district, un centre digital qui vise à inciter les jeunes à se familiariser avec internet, et où ceux qui disposent d'un smartphone, d'une tablette ou d'un ordinateur portable peuvent se connecter gratuitement.

Dans le secteur bancaire, la consultation des comptes sur internet se développe, et la Banque internationale de São Tomé-et-Príncipe – dont 48 % du capital est détenu par l'État santoméen, 27 % par la banque portugaise Caixa Geral de Depósitos et 25 % par la Banque angolaise d'investissements (BAI) – propose des transactions électroniques. Cependant, même si les banques y travaillent, les services de mobile money et l'e-commerce sont encore très timides

Hydrocarbures : demain du pétrole à São Tomé ?

La prospection reste prometteuse. Pas facile, pourtant, d'attirer des investisseurs quand les coûts d'exploration sont prohibitifs et que les cours du brut s'effondrent.

Lancée au début des années 2000, l'exploration pétrolière n'a pas encore



donné de résultats probants. Ni dans la Zone économique exclusive (ZEE) de São Tomé-et-Príncipe ni dans la Joint Development Zone (JDZ), située entre le Nigeria et l'archipel, instaurée en 2001 et dirigée par une Autorité de développement conjoint.

Divisée en trois quartiers (A, B, C), la ZEE est, elle, administrée par la Agência Nacional de Petróleo de São Tomé-et-Príncipe (ANP-STP), créée en 2004, qui représente les intérêts de l'État santoméen, titulaire de tous les permis. Fin mars 2016, 7 de ses 19 blocs avaient été attribués (tous dans les zones A et B) et 6 contrats de partage de production (CPP) signés. Les négociations en vue de la signature d'un contrat avec <u>ERHC Energy</u> sur le bloc 4 devraient être conclues prochainement (voir carte).

Onshore, São Tomé America Petroleum Corporation s'est vu octroyer en juin 2014 une autorisation de prospection sur chacune des îles. Mais uniquement pour explorer la géologie du pays, car, pour des raisons environnementales, aucune mise en exploitation n'y sera autorisée.

À l'exception de la compagnie nationale angolaise <u>Sonangol</u>, opératrice du bloc 2 en partenariat avec Sinoangol STP (coentreprise du chinois Sinopec et de Sonangol) et du groupe portugais Galp Energia (bloc 6), toutes les sociétés présentes sont des juniors. Parmi ces dernières, les nigérianes Equator Exploration (blocs 5 et 12), filiale de Oando Energy Resources, et Oranto Petroleum Ltd (bloc 3), ainsi que les américaines Kosmos Energy (blocs 5, 6, 11 et 12), qui compte plusieurs filiales en Afrique, et ERHC Energy (blocs 4 et 11).

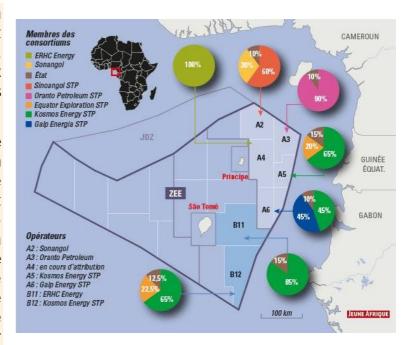
C'est à partir de 2018-2020 que débuteront les premières campagnes de forage Contrôlée par le nigérian Chrome Group, ERHC Energy, qui est la compagnie la plus anciennement implantée à São Tomé-et-Príncipe, a cédé ses droits sur le bloc 5 à Kosmos Energy, en octobre 2015.

La plupart de ces sociétés n'en sont qu'au stade de la prospection sismique, qui ne débutera qu'en janvier 2017 sur les blocs 6, 11 et 12. Or, dans les CCP, la phase de recherche peut durer huit ans. « C'est donc seulement à partir de 2018-2020 que débuteront les premières campagnes de forage, explique Orlando Sousa Pontes, le directeur de l'ANP-STP. Elles permettront d'évaluer les réserves commercialisables et de décider si les gisements découverts seront mis en production. »

Un essor entravé par la chute des cours mondiaux du baril

L'agence cherche désormais à promouvoir les blocs 1, 7, 8 et 13. Pas facile, cependant, d'attirer de nouveaux investisseurs alors que les cours mondiaux du baril s'effondrent.

Une tendance qui, conjuguée aux coûts élevés de prospection et d'exploitation, explique que les majors française et américaine Total et Chevron-Texaco se soient retirées de la JDZ, où aucune découverte commerciale n'a été faite. Sur le bloc 1, un consortium a pris le relais. Il comprend le britannique Equator



Hydrocarbons Ltd (opérateur), le sud-africain Papis Energy Solutions et le nigérian Dangote Energy Equity Resources, qui a signé un CCP avec la JDZ en juin 2015.

La mise en production reste suspendue à une remontée des prix du baril Si les estimations tablent sur une production de 15 000 à 20 000 barils/jour, la mise en production reste suspendue à une remontée des prix du baril. Pour voir couler de l'or noir, il faudra donc attendre. Pourtant, malgré cette conjoncture peu favorable, São Tomé-et-Príncipe a signé en février un accord d'exploration pétrolière conjointe avec la Guinée équatoriale.

L'archipel a par ailleurs été réintégré en tant que pays candidat à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) le 26 octobre 2012. Pour obtenir le statut de membre, la dernière étape à franchir sera la remise du rapport ITIE 2015, qui devrait être prêt d'ici à la fin de 2016.

São Tomé : un commerce extérieur en quête d'équilibre

Riz, viande, huile, boissons, pétrole, biens d'équipement... À São Tomé, on importe tout ou presque, et n'exporte que très peu. Comment faire pencher la balance du bon côté?

Le constat est simple. São Tomé-et-Príncipe n'a pas grand-chose à exporter,



que ce soit en matière de volume ou de produits – il s'agit alors à 80 % de cacao sec, de chocolat, de café et de poivre. En revanche, l'archipel importe quantité de marchandises de toute sorte. Résultat, sa balance commerciale est structurellement et largement déficitaire.

De fortes importations concentrées dans l'agroalimentaire et les produits pétroliers

En 2015, les exportations ont atteint 9 millions de dollars (environ 8,2 millions d'euros) et les importations, 127,5 millions, indique la Banque centrale. Soit un solde déficitaire de 118,5 millions...

Les importations ? Ce sont essentiellement des produits alimentaires (30 % du total), la moitié de ce poste étant constituée des boissons. Suivent le riz, devenu la base de l'alimentation des Santoméens, la viande et l'huile. Deuxième poste, les produits pétroliers (21 %), en provenance d'Angola surtout, puis les biens d'équipement (13 %) : machines, véhicules, matériels informatique, électronique et électrique...

le pays compte aussi sur l'essor des exportations de poisson et sur le développement du

tourisme, en attendant que la prospection pétrolière porte ses fruits.

Côté exportations, les ventes de cacao augmentent en volume depuis quatre ans. Celles de café et de poivre également, dans une moindre mesure, ce qui correspond à une hausse de la production. Elles restent toutefois limitées à des marchés de niche .

Pour réduire le déficit de sa balance courante, le pays compte aussi sur l'essor des exportations de poisson et sur le développement du tourisme, en attendant que la prospection pétrolière porte ses fruits. Pour alléger sa facture alimentaire, il tente par ailleurs de réduire l'importation de certaines denrées en leur substituant des produits locaux, comme l'huile de palme, dont il relance la production.

Selon la Banque centrale, les pays européens sont restés les principaux clients de l'archipel

en 2015 : Pays-Bas (36 %), Belgique (24 %), Espagne (10 %), France et Portugal (5 % chacun). Son premier client africain est l'Angola (2 %). Ses principaux fournisseurs ? Le Portugal (56 %, contre 61,4 % en 2014) et l'Angola (25 %), suivis de loin par la Chine (3 %, soit + 30 % par rapport à 2014), le Japon et le Gabon (2 % chacun).

Bien que São Tomé-et-Príncipe soit membre de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Ceeac) et située dans le golfe de Guinée, le commerce intrarégional (notamment avec le Nigeria, le Togo et le Cameroun) demeure marginal.

VIEUX PARTENAIRES, NOUVEAUX AMIS

Structurellement déficitaire
(en % du PIB)

— Dette publique

75,3 71,7 78,3 71,3 68,9

— Solde des comptes courants

— 21,7 — 25,5 — 21,3 — 23,4 — 27,5

— Balance commerciale

— 42,4 — 42,5 — 37,3 — 32,0 *Prévisions 2010 2011 2012 2013 2014 2015*

Partenaires traditionnels de São Tomé-et-Príncipe en raison de l'histoire qui les lie, les Portugais y sont implantés dans de nombreux secteurs, comme le commerce, la banque, le

BTP et le tourisme. Plus récemment, les Suisses, avec d'autres partenaires européens, ont investi dans le cacao.

Par le truchement du groupe luxembourgeois Société financière des caoutchoucs (Socfin), Belges et Français ont pris pied dans la filière huile de palme. Les Sud-Africains et les Néerlandais renforcent, eux, leur présence dans le secteur du tourisme.

Proximité géographique et partage d'une même langue obligent, les Angolais sont de plus en plus actifs dans le secteur bancaire, les télécommunications et surtout les hydrocarbures (prospection et distribution), domaine qui intéresse aussi les Américains et les Nigérians.

Quant aux Gabonais et aux Camerounais, ils sont présents dans les services (commerce et banque). Enfin, outre l'exploration pétrolière, où Sinopec se montre actif, la Chine fait une percée dans le BTP. Une manière de voler à la vedette à Taïwan, son ennemi juré ? Malgré l'intérêt que porte Pékin à l'archipel, São Tomé-et-Príncipe reste en effet l'un des trois derniers pays du continent à reconnaître « l'île rebelle ». Depuis l'établissement de relations bilatérales, en 1997, Taipei accroît régulièrement son aide (15 millions de dollars en 2016).

Les investissements directs étrangers (IDE) sont, quant à eux, passés de 11 millions de dollars en 2013 à 20 millions en 2014 (en flux entrant).

« Notre libéralisation économique suscite de plus en plus l'intérêt des investisseurs étrangers, souligne Wilson Celestino Bragança, directeur général de la Planification. Nous voulons diversifier nos partenariats et nous ouvrir aux pays émergents, comme la Turquie, les Émirats arabes unis, l'Inde, la Chine et le Brésil ». Secteurs prioritaires ? Les transports, l'agroalimentaire, la pêche, le tourisme, les télécoms et le numérique.

Pêche à São Tomé : petit archipel, ZEE immense

Une zone de pêche très étendue, d'immenses ressources halieutiques... mais une activité qui reste

un peu trop artisanale. Encore un petit effort, et la mer tiendra toutes ses promesses.

Un petit archipel ; une zone économique exclusive (ZEE) immense. Le premier couvre à peine plus de 1 000 km2, la seconde s'étend sur 160 000 km2. Et pourtant, malgré ce potentiel, la pêche ne



représente que 5 % du PIB national. Principalement artisanale et piroguière, l'activité fait vivre, directement et indirectement, 15 % de la population, dont environ 3 000 pêcheurs,

qui travaillent jusqu'à 4 km au large, une dizaine de petits armateurs, qui assurent une pêche semi-industrielle, et 3 500 mareyeuses, qui commercialisent le poisson frais.

Une industrialisation satisfaisante orientée vers l'export

La production de cette pêche artisanale s'élève à 4 500 tonnes par an, alors que le potentiel de capture est estimé à 12 000 t par an. Débarquée dans les petits ports et sur les plages, elle approvisionne surtout les bourgs et villages du littoral, l'intérieur du pays étant plus difficile à desservir en raison de défaillances dans le circuit de distribution et dans la chaîne du froid.

En haute mer, ce sont les flottes française, espagnole et portugaise qui sont à la manœuvre, dans le cadre d'un accord de pêche avec l'UE, d'un montant de 2,8 millions d'euros, couvrant la période 2014-2018. Des bâtiments chinois, angolais et nigérians interviennent aussi, sur la base de licences ponctuelles.

Afin de diversifier et d'accroître les revenus à l'export, le gouvernement mise sur l'essor de la pêche industrielle, sans pour autant délaisser les artisans. En vertu de cette nouvelle stratégie, le marché local sera approvisionné par les petits pêcheurs. « Ils devront être dotés d'embarcations plus modernes et de filets plus performants », précise João Gomes Pessoa, le directeur général des pêches.

L'Europe et les pays du golfe de Guinée, marchés potentiels

Dans le cadre d'un projet financé par la BAD, ils seront sensibilisés à l'utilisation d'équipements de sécurité (GPS, gilets, kits de secours) et bénéficieront d'ateliers pour fabriquer des pirogues plus résistantes et plus stables. Autre point à améliorer : les infrastructures de commercialisation, avec l'organisation d'une chaîne du froid.

Pour développer la pêche industrielle, le gouvernement compte sur des investisseurs étrangers disposant d'une flotte équipée en congélateurs et en systèmes d'emballage, dont la production sera destinée à l'export.

« Notre ZEE a un potentiel de capture de 29 000 t par an de poissons, composées de pélagiques [proches de la surface], surtout de thon, et d'espèces démersales [vivant près des fonds], ainsi que de poulpes et de calamars », souligne João Gomes Pessoa. Les marchés visés ? L'Europe et les pays du golfe de Guinée, grands importateurs de poisson, en particulier le Nigeria, la Guinée équatoriale, l'Angola et le Gabon.

Dans cette perspective, sur le littoral nord-ouest de São Tomé, le port de Neves, qui dispose d'infrastructures d'avitaillement, d'une chambre de stockage d'une capacité de 40 t et d'une salle de traitement, doit être mis en concession afin d'être modernisé. À terme, une unité de salage, une conserverie et une usine de production de farine de poissons pourraient voir le jour.

Un satellite antipirates

Opérationnel depuis novembre 2015, le Centre national de surveillance de la pêche est équipé d'un système satellitaire (VMS, Vessel Monitoring System), grâce au soutien de l'Union européenne. Chaque bateau détenteur d'une licence dans le cadre de l'accord de pêche liant l'UE à São Tomé-et-Príncipe est obligatoirement relié à ce système, auquel il

transmet en temps réel sa position et l'état de ses captures dans la zone économique exclusive (ZEE).

En outre, la direction des pêches de l'archipel a signé un accord avec le service national des gardes-côtes (militaires), qui disposent de bateaux autonomes capables de couvrir la ZEE. « Par ailleurs, à la suite des opérations menées par la Côte d'Ivoire et le Nigeria, la piraterie maritime qui s'était installée dans le golfe de Guinée a diminué », se réjouit João Gomes Pessoa, le directeur général des pêches.

São Tomé-et-Príncipe: ni ethnies, ni tribus...

Ils sont métis, bantous ou européens... Et à 85 % descendants d'esclaves. Fiers de leur diversité et unis, les Santoméens s'ouvrent au reste du monde.

Les Santoméens le répètent à l'envi : « Ici, il n'y a ni ethnies ni



tribus. Il n'y a qu'un peuple, avec ses différentes composantes. » Au commencement, deux navigateurs portugais découvrirent un archipel inhabité, « les îles du milieu du monde », le 21 décembre 1471, jour de la Saint-Thomas – São Tomé. Une dizaine d'années plus tard, Lisbonne décida d'y envoyer quelques colons, accompagnés de leurs esclaves, pour cultiver la canne à sucre, puis d'y expédier tous ses citoyens indésirables, en particulier les victimes de l'Inquisition.

Dès la fin du XVe siècle, les concelhos (« municipalités », en portugais, terme qui désigne aujourd'hui les deux îles principales) étaient devenues une plaque tournante du trafic d'esclaves, que l'on capturait essentiellement en Angola pour aller les vendre au Brésil et à Cuba. Après l'abolition de l'esclavage (1876), ceux qui trimaient dans les plantations de canne à sucre et de cacao furent secondés par des saisonniers venus d'Angola, du Mozambique, du Cap-Vert ou du Gabon.

Les descendants d'esclaves représentent plus de 85 % de l'actuelle population de l'archipel. Aujourd'hui, les Santoméens sont mesticos (métis, descendants d'esclaves amenés au début de la colonisation et d'Européens), angolares (descendants d'esclaves venus du comptoir négrier de Luanda), forros (descendants d'affranchis) ou serviçais (descendants de travailleurs contractuels originaires d'Angola, du Mozambique, du Cap-Vert). On rencontre aussi quelques Fangs, venus du Gabon, et un petit pourcentage d'Européens, aux ancêtres portugais.

Les descendants d'esclaves représentent plus de 85 % de l'actuelle population de l'archipel. Pendant longtemps, en fonction de leur origine et au gré de l'Histoire, certains se

révélèrent doués pour la pêche, d'autres pour le travail de la terre. Quelques-uns (notamment forros) se réclamèrent d'une caste de « grandes familles », et leurs héritiers considérèrent que tout leur était dû : le pouvoir, la richesse, les honneurs... Ces prétentions ne sont plus d'actualité, et l'ascension sociale est désormais liée au mérite.

Les Santoméens ont gardé le portugais comme langue officielle. Mais ils utilisent surtout plusieurs langues créoles, le forro principalement (mélange de portugais, de langues bantoues et de kwa), l'angolare (qui combine le portugais, le kimbundu et le kikongo) et le moncó, parlé à Príncipe (mêlant le kwa et des langues bantoues). Patronymes et toponymes restent cependant quasiment tous lusophones. Autre héritage de la longue présence portugaise dans l'archipel : les Santoméens sont en grande majorité chrétiens, catholiques romains pour plus de 70 %, et encore très pratiquants.

En revanche, Lisbonne est désormais loin d'être leur unique référence. Les jeunes, notamment, partent se former aussi bien au Gabon, en Angola, au Maroc, à Taïwan ou en France que dans l'ancienne métropole. Ils étudient l'anglais et le français, le regard tourné vers l'Afrique et le monde.

Ils font bouger Sao Tomé

Wildiley Barroca

Silhouette longiligne, tout en fous rires et poignées de main, il est chaleureux. Et infatigable. À vingt-cinq ans, Afonso Fernandes Wildiley Barroca est déjà un membre influent de la société civile africaine et de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP).

Son credo ? « Le monde peut changer, il suffit de le vouloir ». Il est ainsi vice-président de l'Union panafricaine de la jeunesse (UPJ), membre du Parlement mondial de la jeunesse pour l'eau (PNJA), fondateur de sa représentation nationale (PNJA-STP), de l'antenne locale du Réseau des jeunes pour les forêts d'Afrique centrale (Rejefac São Tomé)... Des responsabilités qui le font voyager, de l'Angola au Cameroun, de la Guinée équatoriale au Cap-Vert, du Kenya à l'Afrique du Sud, en passant par le Brésil ou la Belgique.

Diplômé en droit international de l'Institut universitaire de comptabilité, d'administration et d'informatique de São Tomé (IUCAI) et du SAE Institute USA (Institut international des médias de création), Wildiley Barroca parle couramment l'anglais, le français et l'espagnol, en plus du portugais. Après avoir animé des émissions culturelles à la télévision et à la radio nationales de 2009 à 2012, il collabore à plusieurs journaux locaux et étrangers, en version papier ou numérique. Passionné d'écriture, il est aussi président de l'Union littéraire et artistique de la jeunesse et coordinateur du Club des poètes et troubadours de São Tomé-et-Príncipe.



Alda Ramos

Députée du district de Mé-Zóchi (à 10 km à l'ouest de la capitale) et secrétaire du groupe parlementaire de l'Action démocratique indépendante (ADI, du Premier ministre, Patrice Trovoada), Alda Ramos préside Qua-Téla, une ONG qui, depuis 2009, promeut les produits de la terre santoméenne et met l'accent sur leur transformation. « Les agriculteurs n'arrivaient pas à les écouler, et il y avait un gaspillage considérable », explique la parlementaire, elle-même productrice de curcuma et de gingembre.

Une quarantaine de transformateurs (parmi lesquels une forte proportion de femmes) se

sont donc regroupés au sein de l'ONG afin d'acheter directement leurs récoltes aux producteurs. « On peut ainsi organiser le secteur et améliorer les conditions de vie des agriculteurs, souligne Alda Ramos. Ils peuvent travailler en étant assurés qu'ils auront des acheteurs. » Qua-Téla se charge ensuite de la commercialisation et de la promotion des produits – chips de banane, farine de manioc, confitures, plats cuisinés... -, qui



sont distribués dans le magasin de l'ONG, situé en plein centre de la capitale (rue Barão-de-Água-Izé) et fréquenté par de nombreux Santoméens comme par les touristes.

Katya Aragão

À tout juste 30 ans, Katya Dória Aragão s'est déjà fait un nom dans son archipel natal. Après des études de communication à Lisbonne (Portugal), elle y est revenue en 2009 pour commencer une carrière de journaliste au sein de plusieurs médias locaux, dont le journal en ligne Téla Nón et la chaîne Televisão santomense (TVS). Elle est aujourd'hui rédactrice en chef du site d'information STP Digital.

En 2013, la jeune femme a lancé le programme TEDxSão Tomé, une franchise des célèbres conférences internationales **TED** (Technology, Entertainment, Design) nées aux États-Unis au milieu des années 1980 pour mettre en lumière « des idées qui valent la peine d'être diffusées » (« Ideas worth spreading ») dans les domaines de la technologie, du divertissement et du design. Le principe ? Inviter des personnalités, locales ou étrangères, à venir défendre



leurs idées ou leur projet, en accordant à chacune dix-huit minutes chrono. L'un des premiers orateurs accueillis, en 2013 : le milliardaire anglo-sud-africain Mark Shuttleworth (lire pp. 90-91).

Animé par une équipe d'une quinzaine de jeunes, TEDxSão Tomé réunit chaque année une centaine d'invités pour ses conférences. « Notre objectif est d'échanger des idées et de

profiter de TED, marque de renommée mondiale, pour faire connaître notre pays », précise Katya Aragão.

Parmi les prochains hôtes attendus, le Nigérian Taofick Okoya, créateur des poupées noires Queens of Africa, qui évoquera la place des femmes dans la société. Un débat bienvenu à São Tomé-et-Príncipe, où la parité est encore loin d'être assurée.

Présidentielle à São Tomé-et-Príncipe : la fin d'une histoire sans fin

Après un scrutin présidentiel rocambolesque, la victoire du parti de Patrice Trovoada face à Manuel Pinto da Costa signe l'épilogue probable d'une rivalité familiale qui dure depuis quatre décennies.



Le vainqueur n'est pas toujours celui que l'on croit. Evaristo Carvalho, 74 ans, le candidat de l'Action démocratique

indépendante (ADI), et parti du Premier ministre Patrice Trovoada, a définitivement remporté l'élection présidentielle de São Tomé-et-Príncipe, avec 41 820 voix pour 1 522 bulletins blancs et 7 884 votes nuls au deuxième tour de l'élection présidentielle, soit 100% des voix exprimées, selon les résultats définitifs proclamés par le Tribunal constitutionnel.

Un scrutin rocambolesque. Après avoir annoncé la victoire de Carvalho au premier tour avec la majorité absolue, la commission électorale nationale avait fait marche arrière, annulant les résultats. Un second tour a donc eu lieu le 7 août, malgré les demandes d'annulation formulées par Manuel Pinto da Costa, président sortant et candidat à sa succession. L'issue ne faisait guère de doute. Débouté par la justice, Pinto da Costa avait dans la foulée décidé de boycotter ce second tour, laissant la voie libre à son adversaire. Si le score est confortable, l'élection de celui qui avait échoué une première fois en 2011 est toutefois entachée par une abstention estimée de 54 %.

Trovoada conserve ses prérogatives

Cette victoire reste symbolique: comme au Portugal, l'ancienne puissance coloniale, la Constitution n'accorde qu'un rôle d'arbitre au président de São Tomé-et-Príncipe, où le pouvoir est en réalité détenu par le Premier ministre. Mais avec la fin de la cohabitation, Patrice Trovoada, 54 ans, a désormais les mains libres pour gouverner. « Cela va nous faciliter la vie pour mener à bien les réformes », confie-t-il.

Patrice Trovoada a plusieurs raisons de se réjouir. D'abord, son principal adversaire, le Mouvement pour la libération de São Tomé-et-Príncipe (MLSTP), le parti historique, a subi une cuisante défaite en ne parvenant pas à se qualifier pour le second tour. Une formation dont est issu Manuel Pinto da Costa, 79 ans, qui concourait en tant qu'indépendant.

Ensuite, ce dernier pourrait mettre un terme à sa longue carrière politique, achevant par la même occasion un drame politico-familial qui l'opposait aux Trovoada, de père en fils. Une rivalité notoire dont l'origine remonte à 1975, à l'indépendance de l'archipel. « Ce départ probable est vécu comme un soulagement par une bonne partie de la famille, notamment la femme de Miguel, qui a vécu des moments difficiles après l'arrestation de son mari, puis le renversement du gouvernement de son fils », explique un proche des Trovoada.

Une rivalité de père en fils

À l'époque, Pinto da Costa conduit le pays sous la bannière du MLSTP, alors parti unique. Son Premier ministre n'est autre que Miguel Trovoada, père de l'actuel tenant du poste. Mais ce dernier tombe en disgrâce. En 1979, il est jeté en prison, et n'en sortira que deux ans plus tard, aidé par des campagnes d'ONG. Aucune charge ne sera jamais retenue contre lui, mais la politique ouvertement marxiste et anti-occidentale de Pinto da Costa pourrait être au cœur de la brouille.

Un bulletin d'Amnesty International de janvier 1981 relate que Trovoada a été tenu responsable des émeutes d'août 1979, suscitées par l'annonce d'un recensement de la population, qui semblait être un préalable à l'introduction du travail obligatoire. Quoi qu'il en soit, l'épisode a conduit toute la famille à vivre une longue période d'exil à Paris.

En 1991, avec l'instauration du multipartisme, Miguel Trovoada, de retour au pays, remporte l'élection présidentielle, puis est réélu pour un second quinquennat en 1996, battant à nouveau son adversaire historique. Et quand Manuel Pinto da Costa regagne le palais présidentiel en 2011, Patrice Trovoada est déjà devenu Premier ministre. L'histoire se répète, mais cette fois la rivalité va se poursuivre sur le terrain législatif.

Pinto da Costa parvient en 2012 à évincer son Premier ministre grâce à une motion de censure. Nouvel exil, au Portugal. Deux ans plus tard, Trovoada fils remporte les urnes lors des législatives. Depuis, les deux hommes, condamnés à s'entendre, cohabitaient tant bien que mal, se rencontrant tous les quinze jours dans les jardins du palais présidentiel. Avec le retrait probable de la vie politique de Pinto da Costa, les deux familles tourneraient une longue page de leur histoire et de celle du pays.

Patrice Trovoada : « Pour bien vivre à São Tomé, il ne nous faut que 250 millions de dollars par an »



Comment éradiquer la pauvreté, attirer les investisseurs et ne plus dépendre à 95 % de l'aide publique étrangère ? Voilà quelques-uns des chantiers auxquels s'attelle le Premier ministre de São Tomé-et-Príncipe, Patrice Trovoada.

Né à Libreville, au Gabon, prénommé Patrice Emery en hommage à Lumumba, fier de ses racines bantoues, marié à une Malienne, musulman dans un pays où plus de 70 % de la population est catholique, il est ambitieux et se relève à chaque fois qu'il trébuche. Patrice Emery Trovoada, 54 ans, est Premier ministre pour la troisième fois... depuis 2008.

Président de l'Action démocratique indépendante (ADI) et grand vainqueur des législatives de 2014, il a jusqu'à octobre 2018, date du prochain renouvellement de l'Assemblée nationale, pour transformer son pays et le sortir de la pauvreté.

Hier, on l'appelait « le gamin », pour le distinguer de son père, Miguel, qui présida l'archipel de 1991 à 2001. Aujourd'hui, il refuse d'être considéré comme son prolongement politique. Et veut être « Patrice », tout simplement. Le Premier ministre cultive un style sobre, se déplace sans sirène ni motards, aime les visites impromptues sur le terrain, notamment dans les administrations. Il interroge, vérifie, critique, s'agace, donne des instructions.

Quand les déshérités le reconnaissent dans la rue, ils scandent son prénom et viennent lui parler de leurs soucis quotidiens. Trovoada ne se dérobe pas. Il répond à leurs questions. Et à celles de J.A.

Jeune Afrique : À la suite de ce que vous avez qualifié de « coup d'État parlementaire », vous avez perdu le pouvoir fin 2012 et vous vous êtes « exilé » pendant près de deux ans au Portugal. Comment expliquez-vous le succès de l'ADI aux législatives de 2014 ?

Patrice Trovoada: Depuis dix ans, mon parti a progressé de façon régulière. Nous n'avions plus aucun siège en 2002. Nous sommes passés à 11 députés aux législatives de 2006, à 26 en 2010, puis à 33 en 2014. Si vous étudiez la sociologie électorale, vous verrez que ce sont les pauvres qui votent pour l'ADI, en milieu rural comme en milieu urbain.

Mon discours et ma vision, qui n'ont pas varié avec le temps, ont été contrariés plusieurs fois de manière injuste, ainsi que l'ont estimé les Santoméens. En 2008, j'ai été appelé à diriger un gouvernement de coalition. Trois mois plus tard, mes « partenaires » déposaient une motion de censure! L'attitude de ces politiciens a déçu la population.

De même en 2012 : alors que j'étais à la moitié de mon mandat, le président Manuel Pinto da Costa et les partis d'opposition ont lancé une procédure anticonstitutionnelle contre moi. Pendant une semaine, des manifestations de soutien à mon gouvernement ont été organisées un peu partout. En vain. Résultat, deux ans plus tard, le peuple m'a donné la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Vos rapports avec le président se sont-ils améliorés ?

Tout se passe bien. Il faut avoir le sens de l'État et une grande maturité pour qu'une <u>cohabitation</u> fonctionne. Le président Pinto a l'âge de mon père. Il pourrait donc l'être. Nous avons l'un comme l'autre le devoir de respecter les mandats que nous avons reçus. Ils ne nous ont pas été donnés pour que nous passions notre temps à nous chamailler.

Quel discours tenez-vous aux pauvres?

On ne peut résoudre leurs problèmes en faisant abstraction du reste... Le pays a tout autant besoin de hiérarchiser ses priorités que de justice sociale. Nous nous sommes attaqués à la question de l'accès à l'eau et à l'électricité. Lorsque je me rends dans nos villages, je demande aux habitants ce qui est prioritaire à leurs yeux. Souvent, ils répondent : « La télévision. » Sous-entendu : « L'électricité. » Ils veulent sortir de leur isolement pour participer à la mondialisation et, tout simplement, exister eux aussi.

Aujourd'hui, le pays est en passe d'être électrifié à 100 %, des projets structurants ont été lancés afin que 90 % de la population accède à l'eau potable, et des points d'accès libre à l'internet ont été installés dans plusieurs villages. Les minima sociaux ont été relevés.

Un salaire minimum a été fixé [en vigueur depuis le 1er janvier, il est de 1,1 million de dobras, soit environ 45 euros pour le secteur public, de 35 euros pour le privé et de 53 euros pour les grandes entreprises]. Reste à engager des réformes et à créer une économie productrice de richesse.

Qu'en est-il du climat des affaires?

Il n'est pas des plus mauvais. On peut créer une société en vingt-quatre heures et ouvrir un compte bancaire en à peine quarante-huit heures. La prochaine étape sera de pouvoir créer une entreprise en ligne. Enfin, l'indépendance de la justice est réelle. Nous voulons cependant mettre en place un organe chargé de l'inspection des juges pour décourager toute tentative de corruption.

Reste à remplir certaines conditions de base, car rien ne peut fonctionner dans un pays sans électricité, sans stabilité politique et sans paix sociale. Il faut fournir de l'énergie aux

opérateurs économiques et à la population, en étendant le réseau pour approvisionner de plus en plus de foyers, y compris les plus pauvres. Encore faut-il que ces derniers aient les moyens de payer leurs factures!

Il faudrait revoir la fiscalité à la baisse, améliorer la sécurité juridique des investissements, diminuer le poids de la bureaucratie, etc.

Comment comptez-vous résoudre l'équation?

Notre priorité est de fournir de l'électricité à tous. Pour le moment, elle est à 100 % d'origine thermique, mais, à partir de 2017, nous nous tournerons vers les énergies renouvelables. L'objectif est que 40 % de notre production d'énergie viennent du solaire et de l'hydraulique, pour parvenir progressivement au tout-renouvelable. Ce processus va permettre d'abaisser le prix de l'électricité.

Mais, pour que les investisseurs s'y retrouvent, il faudra aussi revoir la fiscalité à la baisse, améliorer la sécurité juridique des investissements, diminuer le poids de la bureaucratie, etc. C'est la seule façon d'être attractif.

Par ailleurs, pour bien vivre, São Tomé n'a besoin « que » d'un budget de 250 millions de dollars par an. Pour sortir de la pauvreté et ne plus dépendre à 95 % de l'aide publique étrangère, il nous faut une vraie vision économique. C'est ce que nous avons souligné lors de la première conférence internationale des investisseurs et partenaires de São Tomé-et-Príncipe [STeP IN, en octobre 2015, à Londres].

Nous nous sommes adressés à la fois au secteur privé et au secteur public. Tout bon projet trouve les moyens de sa concrétisation...

Certains investisseurs créent des entreprises dans l'archipel et obtiennent des cartes de résidents fiscaux sans y habiter. Cela ne vous inquiète-t-il pas ?

Nous allons rectifier le tir afin de nous protéger, grâce notamment à la gouvernance électronique. Nous avons signé un accord stratégique de coopération en ce sens avec l'Estonie. Il ne faudrait pas que l'on s'imagine que São Tomé-et-Príncipe est un État voyou qui pratique l'offshore et que nous perdions notre crédibilité!

En juillet, votre pays prendra la tête du secrétariat exécutif de la Communauté des pays de langue portugaise [CPLP, lire ci-contre]. Est-ce important pour vous ?

Bien sûr. Au-delà du prestige que cela confère, nous chercherons à mettre l'accent sur les relations économiques. L'avantage de la CPLP est que la prise de décision y est rapide.

Nous avons exprimé notre volonté d'établir un partenariat spécial avec la Cedeao.

Le Brésil et le Portugal veulent que la peine de mort soit abolie dans tous les pays membres de la CPLP. Ils visent la Guinée équatoriale. Quelle est votre position ?

Elle est très claire. Il faut supprimer la peine capitale. Cela dit, c'est à nous de convaincre la Guinée équatoriale. Ce ne sera pas facile. Il est important que l'on sache pour quelles raisons elle continue à l'appliquer. Quand nous aurons entendu ses arguments, nous lui

ferons comprendre qu'il y a d'autres voies possibles. Si nous formons une communauté, c'est que nous défendons des valeurs et des principes communs.

Que vous inspirent les organisations régionales africaines ?

La Ceeac ne marche pas. La Cedeao fonctionne beaucoup mieux. Un pays comme le nôtre a besoin d'une organisation économique dynamique, c'est pourquoi nous avons exprimé notre volonté d'établir un partenariat spécial avec la Cedeao.

Patrice Trovoada : « J'ai été victime d'un coup d'État parlementaire »



Destitué à la fin de 2012, l'ancien Premier ministre de São Tomé e Príncipe, Patrice Trovoada, a perdu la première manche du bras de fer qui l'oppose au chef de l'État.

Renversé le 29 novembre 2012 par une <u>motion de censure</u>, l'ancien Premier ministre et leader de l'Action démocratique indépendante (ADI) demande la tenue d'élections législatives anticipées et en appelle à la communauté internationale. De passage à Paris, fin décembre, il s'est confié à Jeune Afrique.

Jeune Afrique : Votre bras de fer avec le président Manuel Pinto da Costa s'est terminé par la chute de votre gouvernement. Comment l'expliquez-vous ?

Patrice Trovoada: Il y a eu un coup d'État parlementaire! Mon gouvernement a été déchu par un groupe de députés de l'opposition avec l'appui du président. Or notre Constitution est claire: seul le parti qui a remporté les élections peut gouverner. C'était le cas de l'ADI. Aujourd'hui, il y a un gouvernement qui a été mis en place par le président après une motion de censure subterfuge présentée sans que les députés de la majorité soient présents.

Qu'allez-vous faire?

Je condamne ce qui est arrivé, mais je pense que l'Afrique ne doit pas sombrer dans la violence. C'est pourquoi je compte utiliser tous les moyens légaux et tous les moyens de pression, internes et externes, pour obtenir la tenue d'élections anticipées, qui rétabliront la normalité constitutionnelle. De toute façon, l'Assemblée nationale ne fonctionne plus. C'est, en soi, une raison suffisante pour la dissoudre et organiser un nouveau scrutin.

Sur quels soutiens comptez-vous?

Mon gouvernement a mené beaucoup de réformes en deux ans et demi. Ses résultats ont été salués par la Banque mondiale, l'Union européenne, Transparency International, la Fondation Mo Ibrahim. La communauté internationale, qui finance 93 % du budget d'investissement de São Tomé e Príncipe, doit exiger que la parole soit redonnée au peuple en vue de reprendre le processus démocratique.

N'êtes-vous pas très isolé?

Non, parce que ma légitimité vient du peuple et que le peuple est avec moi. Je me sens surtout investi d'une responsabilité, car il ne s'agit pas d'un combat personnel, mais d'un projet collectif. Nous avions un programme qui a été interrompu de façon arbitraire par des individus qui n'ont rien à proposer. Le président doit comprendre que je ne remets pas son mandat en question, mais que son comportement est anticonstitutionnel. Il n'a pas été un arbitre, mais un joueur en faveur d'un camp. Dans les mois à venir, nous aurons des élections locales. Il doit en profiter pour organiser des législatives.

Mon gouvernement était parvenu à mener à bien beaucoup de réformes.

PATRICE TROVOADA, ANCIEN PREMIER MINISTRE DE SAO TOMÉ E PRINCIPE

Une cohabitation avec Manuel Pinto da Costa pouvait-elle être pacifique?

Encore une fois, nous devons dépasser le niveau personnel. Il est vrai qu'en 1979, alors qu'il était le chef de l'État sous le régime du parti unique, Pinto da Costa avait fait emprisonner son Premier ministre, mon père, Miguel Trovoada, pendant près de deux ans. Mais, en 1991, c'est bien lui, Miguel Trovoada, qui est devenu le premier président démocratiquement élu de notre pays et, pendant vingt ans, Pinto da Costa a perdu toutes les élections présidentielles, que ce soit face à mon père ou face à un candidat soutenu par lui. Et je ne vois pas pourquoi aujourd'hui, alors que j'ai été élu de façon démocratique, je devrais faire les frais des querelles du passé. Le cadre légal est ce qu'il est. Le Premier ministre dirige le Conseil des ministres, nomme les plus hautes autorités civiles et militaires, les ambassadeurs, le procureur général de la République, etc. Le problème, c'est que les « rois » ne sont pas habitués à respecter la Constitution.

Le chinois CHEC va construire un port de transbordement à São Tomé-et-Príncipe



Le coût global de ce port est estimé à 800 millions de dollars.

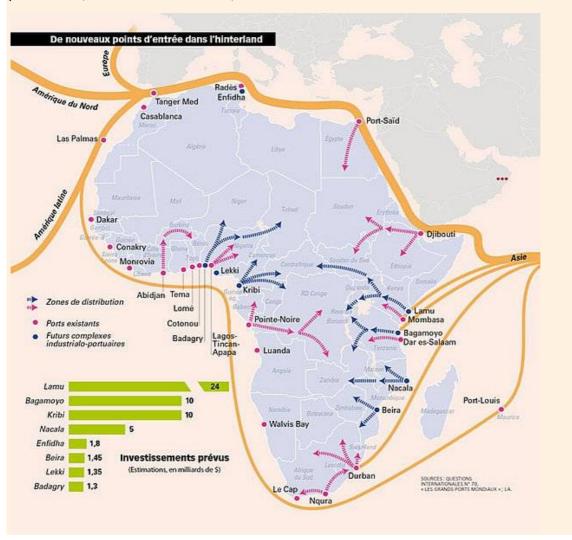
Le gouvernement santoméen a signé le 07 octobre un protocole d'accord avec le groupe de BTP China Harbour Engineering Company pour la conception et la construction d'un port de transbordement en eaux profondes à São Tomé-et-Príncipe.

Le port, qui devrait être opérationnel dès 2019, sera réalisé dans le cadre d'un partenariat public-privé. La première phase de sa construction devrait être achevée en 2018, indiquent le gouvernement santoméen et CHEC dans un communiqué publié ce mardi 13 octobre.

« L'investissement total pour toutes les phases du projet est estimé à 800 millions de dollars. China Harbour Engineering Company prévoit d'investir au moins 120 millions de dollars dans le projet et aura également la responsabilité de l'ingénierie, de la conception et de la construction du projet durant toutes les phases", détaille le texte.

Effervescence

La construction du port de transbordement de São Tomé-et-Príncipe intervient dans un contexte d'effervescence pour le secteur du transport maritime dans le golfe de Guinée, avec une multiplication de projets de construction et d'expansion d'infrastructures portuaires (voir la carte ci-dessous).



Le sort du projet mené par CHEC a semblé très incertain ces dernières années, alors que les autres projets de la région connaissaient d'importantes avancées, <u>à l'image du port de</u> Kribi au Cameroun.

L'armateur français <u>CMA CGM, très impliqué dans le projet</u> et qui avait même signé une concession avec le gouvernement santoméen, y avait finalement renoncé.

Soutien

China Harbour Engineering Company pourrait elle espérer le soutien des institutions financières de l'empire du Milieu, comme cela a été le cas pour plusieurs de ses autres projets sur le continent.

La Banque chinoise d'import-export (China Exim Bank) s'est par exemple engagée <u>dans le financement du programme d'expansion du Port autonome d'Abidjan</u> et dans celui de la route desservant le port de Kribi, deux projets portuaires dans lesquels CHEC est impliqué.

Il faut toutefois noter qu'à São Tomé-et-Príncipe, China Harbour Engineering Company s'engage dans l'un des rares pays africains – avec le Swaziland et le Burkina Faso – à maintenir des relations diplomatiques formelles avec Taïwan, contrairement au reste du continent qui reconnaît plutôt la Chine populaire.

Créé en 1980, CHEC réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 5 milliards de dollars. La société compte plus de 10 000 employés à travers plus de 60 bureaux dans le monde.

São Tomé: pour les touristes, ici commence le rêve

Peu à peu, les confettis de paradis santoméens s'ouvrent à une clientèle haut de gamme. Reste à développer l'hôtellerie, à faciliter l'accès aux îles et à diversifier les circuits.

Des plages aux eaux chaudes et turquoise pour le farniente, une nature



luxuriante et volcanique pour les amateurs de randonnée, une gastronomie exceptionnelle... Voilà un pays qui ne manque pas d'atouts pour convaincre les touristes. En 2014, ils ont été un peu plus de 18 000 à débarquer à l'aéroport de São Tomé : deux fois plus qu'en 2010.

Pas question pour autant de devenir une destination de masse. Encore ignoré des grands tours opérateurs, l'archipel mise sur une clientèle haut de gamme.

Un important moteur de croissance

Héritage du passé, une grande partie de ces visiteurs viennent du Portugal ou de ses anciennes colonies africaines, Angola et Cap-Vert en tête. Situé à 300 km des côtes santoméennes, le Gabon fournit aussi des contingents de plus en plus nombreux. Tout comme le Ghana, depuis que les trois liaisons hebdomadaires Lisbonne-São Tomé de la compagnie portugaise TAP font escale à Accra.

le gouvernement santoméen a aussi décidé d'exempter de visa les ressortissants de l'UE et des États-Unis munis de passeports en cours de validité et désireux de séjourner dans l'archipel

« Nous sommes très dépendants des compagnies aériennes, notamment de la TAP, concède Mirian Barroso Daio, directrice du tourisme. L'escale ghanéenne nous ouvre un nouveau marché. Elle a permis à la TAP de passer de une à trois dessertes par semaine. C'est un motif de satisfaction pour les touristes, qui peuvent plus aisément choisir des dates à leur convenance. »

Pour leur faciliter la vie, le gouvernement santoméen a aussi décidé d'exempter de visa les ressortissants de l'UE et des États-Unis munis de passeports en cours de validité et désireux de séjourner dans l'archipel pour une période inférieure à quinze jours.

Le tourisme est en effet devenu l'un des principaux moteurs de croissance du pays et une priorité du gouvernement Trovoada, malgré des investissements encore timides. Pour l'heure, deux groupes hôteliers sont les grands bénéficiaires de cet essor. Le portugais Pestana, présent à São Tomé et sur l'îlot de Rolas, et le fonds sud-africain Here Be Dragons (HBD), de Mark Shuttleworth.

Modernisation et éco tourisme

Tombé sous le charme de Príncipe, le milliardaire anglo-sud-africain a engagé des sommes colossales (près de 70 millions d'euros) depuis son arrivée sur l'île, il y a cinq ans, en particulier dans le Bom Bom Island Resort, vitrine du tourisme haut de gamme dans l'archipel.

Shuttleworth veut en outre que Príncipe devienne un exemple de tourisme responsable. Le groupe multiplie les investissements dans l'agriculture, notamment dans la filière cacao. Il a fait venir des enseignants sur l'île, qu'il rémunère. Et il s'engage en faveur de la protection des tortues, en sanctuarisant les plages de ponte et en sauvant des centaines de nids chaque année.

Quant à l'aéroport de Santo António, le fonds de Shuttleworth a financé presque entièrement sa modernisation et des pourparlers sont en cours avec une compagnie aérienne susceptible d'ouvrir une ligne Libreville-Príncipe dès cette année. Objectif : créer un nouveau marché et conjurer l'isolement de l'île, qui n'est accessible que depuis São Tomé.

« Les touristes ne viennent pas nous voir, ils se contentent de suivre les circuits des grands

groupes hôteliers, qui ne proposent pas de découvrir São Tomé »

Certains s'inquiètent désormais de la trop grande dépendance de Príncipe à HBD, qui emploie entre 25 % et 30 % de la population active de cette île. Pour diversifier les

investisseurs, l'État a engagé des négociations avec plusieurs groupes tentés par une implantation à Príncipe, parmi lesquels One&Only, un spécialiste du luxe, basé à Dubaï.

Cette stratégie de développement touristique profite toutefois relativement peu aux Santoméens. « Les touristes ne viennent pas nous voir, ils se contentent de suivre les circuits des grands groupes hôteliers, qui ne proposent pas de découvrir São Tomé », regrette Ismaël, l'un des artistes de la boutique d'art traditionnel du centre-ville de la capitale. Un problème que la direction du tourisme assure vouloir corriger.

« Nous préparons des projets pour que les visiteurs fassent davantage le tour de la ville », assure Mirian Barroso Daio, mettant en avant des projets d'écotourisme encore peu développés sur l'île, des visites de plantations de cacao ou des hébergements en maison d'hôte dans les roças ou sur le littoral.

À 8 km du village de pêcheurs de Porto Alegre, à la pointe sud de São Tomé, face à l'îlot de Rolas, Manuel Nazaré et sa compagne, Luisa Carvalho, tous deux Santoméens, ont ouvert il y a trois ans et demi le Praia Inhame Eco-Lodge, un petit paradis de douze bungalows autoalimentés en énergie propre, avec terrasse et vue imprenable sur la plage.

Mais, malgré le succès qu'ils remportent, des taux d'intérêt bancaires supérieurs à 20 % et l'absence d'aides financières les empêchent de construire des bungalows supplémentaires. « Investir dans le tourisme, a fortiori dans le sud du pays, reste compliqué », déplore Manuel Nazaré. « La demande ne cesse pourtant de croître », ajoute-t-il en plongeant son regard dans la baie azurée, bordée de cocotiers.

São Tomé-et-Príncipe : bienvenue sur l'île Chocolat

Elle a connu l'âge d'or dans les années 1900, puis un déclin après l'indépendance. Aujourd'hui, la filière cacao se restructure à Sao Tomé. Et vise les marchés porteurs de la gastronomie et du commerce équitable.



Depuis que le cacao y a été introduit pour

remplacer la canne à sucre, d'abord à Príncipe en 1822, puis à São Tomé en 1855, l'archipel a gagné le surnom d'île Chocolat. Ses sols volcaniques, sa pluviométrie et son ensoleillement particulièrement favorables à cette culture ont permis le développement de grandes plantations, les roças.

Au début du XXe siècle, avec des plants s'étendant sur 38 000 hectares et une récolte de 36 000 tonnes, São Tomé-et-Príncipe était devenu le premier producteur mondial de cacao. Mais au moment de l'indépendance, en 1975, la production avait déjà fortement chuté, à 10 000 t. Elle se traînait aux alentours de 2 000 tonnes en 2012. Les causes de ce déclin ? Une réforme agraire manquée et une pénurie d'investissements. Produit à partir de variétés nobles telles que l'amelonado (originaire du Brésil), le cacao santoméen est cependant resté d'excellente qualité et passe toujours pour l'un des plus subtils au monde.

Un enjeu essentiel à la relance de l'économie

La nécessité de relancer les exportations pour combler le déficit de la balance commerciale (- 46 % du PIB en 2010) et la trop forte dépendance du pays à l'aide internationale, sur laquelle repose plus de 90 % du budget de l'État, ont conduit les trois gouvernements qui se sont succédé depuis la mi-2010 à faire de la relance de cette filière l'une de leurs priorités, avec l'appui de bailleurs de fonds et sous le contrôle du Centre de recherches agronomiques et technologiques (Ciat) de São Tomé, qui intervient depuis la sélection des fèves jusqu'à la certification de la qualité des produits destinés à l'export.

Dans l'archipel, la filière mobilise trois types d'acteurs privés : des grandes sociétés, comme Satocao-STP, à capitaux européens, ou Kennyson-STP, à capitaux camerounais (Roça Diogo Vaz) ; des exploitations de taille moyenne, comme celle de Claudio Corallo, et des exploitations familiales. Avec le soutien du Programme d'appui aux petits agriculteurs commerciaux (Papac), ces dernières se sont organisées en deux coopératives : la Coopérative d'exportation de cacao biologique (Cecab) et la Coopérative d'exportation de cacao conventionnel de qualité (Cecaq-11).

Créée en 2005, la Cecab est la plus ancienne, la plus dynamique et la plus autonome financièrement. Installée près de Monte Forte, dans le district de Lembá (ouest de l'île), elle regroupe 37 associations. Ses missions ? Organiser la production et la collecte, assurer la traçabilité et le contrôle de qualité, puis obtenir une certification biologique. Outre les installations de Monte Forte, qui servent à gérer les pics d'activité, chaque association dispose de son unité de fermentation et de son séchoir.

« La Cecab rassemble plus de 2 000 agriculteurs [dont 38 % de femmes], bien équipés sur le plan technique et matériel, confirme Carminda Viegas, la coordonnatrice du Papac. Ce qui explique que sa production soit passée de 40 tonnes à 1 080 tonnes de cacao certifié bio-équitable entre 2006 et 2015. » Une production destinée en grande partie au chocolatier français Kaoka, qui a joué un rôle moteur dans la structuration de la Cecab et avait signé avec elle en 2005 un contrat d'approvisionnement en cacao biologique d'une durée de cinq ans. Elle fournit désormais d'autres groupes, comme le français Cémoi.

La zone sur laquelle opère la Cecaq-11 a des atouts majeurs pour accéder à des marchés

de niche rémunérateurs.

Fondée, elle, en 2009 dans le district de Cantagalo, dans l'est de São Tomé, la Cecaq-11 regroupe 18 associations (11 à l'origine), soit quelque 960 petits producteurs, et travaille avec trois acheteurs : l'allemand Gepa (leader européen du commerce équitable), le britannique Cafédirect et l'italien Icam. Sa production est passée de 8 tonnes en 2009 à plus de 200 tonnes aujourd'hui.

En 2013, la zone sur laquelle opère la Cecaq-11 a obtenu les certifications Agriculture biologique et Flo-Cert (Fairtrade Labelling Organizations, qui rassemble les organismes de labellisation du commerce équitable) : deux atouts majeurs pour accéder à des marchés de niche rémunérateurs.

Créé par des investisseurs suisses, Satocao a quant à lui commencé ses activités en 2011, après que le gouvernement lui eut octroyé une concession de 2 500 ha pour vingt-cinq ans renouvelables. Fin 2015, l'entreprise avait replanté 1 800 ha de cacaoyers. Elle travaille en

collaboration avec le Ciat de São Tomé et le Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) pour obtenir le cacao sec le plus subtil possible, et s'est engagée dans un processus de certification qui a déjà permis à 400 de ses partenaires producteurs de décrocher l'appellation « biologique » en 2015.

Les exportations visent les marchés pointus de la gastronomie, des produits bio et du commerce équitable.

Les surfaces cultivables étant réduites, l'objectif des différents acteurs du secteur est de stimuler la production annuelle tout en misant sur la qualité. Des préoccupations d'autant plus cruciales que les exportations visent les marchés pointus de la gastronomie, des produits bio et du commerce équitable. L'accent est donc mis sur la qualité exceptionnelle du cacao santoméen et sur l'adoption de normes internationales à toutes les étapes : pratiques agricoles, récolte, méthodes de fermentation, séchage, classification.

Une production qui assure l'essentiel du PIB

Certes, la production, qui a atteint 13 500 tonnes en 2015, reste marginale comparée aux 4,2 millions de tonnes produites au niveau mondial. Elle assure cependant l'essentiel des revenus du pays et constitue sa principale source de devises (78 % de ses recettes d'exportation). Presque toutes les fèves sont expédiées en Europe, mais, afin de privilégier la transformation locale, le Papac implantera une chocolaterie à São Tomé-et-Príncipe dans le courant de l'année prochaine, qui s'ajoutera à celle de Claudio Corallo.

La filière cacao pourrait aussi jouer un rôle important dans le développement de l'écotourisme, avec l'organisation de visites dans les plantations et l'hébergement en chambre d'hôte au sein des maisons coloniales bâties au cœur des roças.

Terroir, mon beau terroir

Les efforts réalisés depuis 2010 s'agissant de certification biologique et éthique ont déjà permis aux producteurs santoméens de pénétrer des marchés de niche en Europe, où plusieurs chocolatiers commercialisent des tablettes portant la mention d'origine São Tomé ou São Tomé-et-Príncipe. Pour valoriser davantage encore les cacaos du terroir, en matière de qualité comme d'image, l'État et les professionnels travaillent à l'obtention d'une Indication géographique protégée (IGP).

Soutenue par les experts du Samcert (Smallholders' Access to Markets for Certified Sustainable Products, un programme du Fida, le Fonds international de développement agricole des Nations unies), l'élaboration des cahiers des charges indispensables pour bénéficier de cette IGP est déjà bien avancée, de même que la structuration des institutions locales qui devront assurer le bon fonctionnement de cet instrument commercial. Mieux, l'IGP devrait s'étendre au café et au poivre blanc produits dans l'archipel.

São Tomé-et-Príncipe – Satocao: dans les petits papiers des grands chocolatiers



Introduit au début du XIXe siècle en replacement de la canne à sucre, le cacao a fait la fortune de São Tomé-et-Príncipe. En déclin depuis l'indépendance, la principale filière est en plein redémarrage. À la manœuvre, des milliers de petits producteurs et de rares industriels, parmi lesquels Satocao. En moins de cinq ans, le groupe européen a permis à l'archipel de regagner ses lettres de noblesse auprès chocolatiers les plus exigeants.

Ses plantations sont réparties dans plusieurs régions de l'île. Ses bureaux et son centre technologique et industriel inauguré en 2013, qui comprend un laboratoire, des unités de transformation du cacao frais (caisses de fermentation, tables de séchage solaire en bois) et des magasins de stockage, sont installés à Morro Peixe, sur le littoral nord de São Tomé, dans le district de Lobata, à une trentaine de kilomètres de la capitale. « C'est un site stratégique, depuis lequel on peut facilement se rendre dans l'Ouest et dans l'Est de l'île. En outre, c'est une zone peu humide, favorable au stockage et au séchage du cacao », explique Frédéric Pedron, le directeur des opérations de Satocao.

Fondée en 2010 par des investisseurs suisses, l'entreprise a démarré ses activités en 2011, après que le gouvernement lui ait octroyé une concession pour une durée de vingt-cinq ans renouvelable. Le premier volet du contrat concerne la replantation de 2 500 hectares de cacaoyères qui avaient été laissées à l'abandon depuis vingt voire quarante ans. Le second volet porte sur le « projet villageois », par lequel Satocao s'engage à apporter des conseils et un appui technique, organisationnel et financier aux petits et moyens producteurs. « L'objectif est de diffuser de bonnes pratiques culturales pour obtenir des "cacaos d'excellence" [slogan de l'entreprise] », souligne Frédéric Pedron. Le projet villageois, les opérations de replantation et l'installation du centre technologique et industriel représente un investissement global de plus de 12 millions d'euros et la création de 900 emplois directs, dont plus de 99 % occupés par des Santoméens.

Le créneau de l'excellence

De 2012 à 2015, Satocao a replanté 1 800 ha de cacaoyers. Les 700 ha restant le seront d'ici à 2017. Le projet villageois concerne quant à lui près de 8 000 agriculteurs et repose principalement sur les 68 communautés devenues partenaires de l'entreprise, soit 2 700 planteurs. « Ils bénéficient d'une formation technique hebdomadaire et ont été équipés de motos », précise Frédéric Pedron. Ces trois dernières années, les communautés villageoises ont produit environ 3 000 tonnes de cacao, qui ont été exportées par Satocao.

« Notre objectif est de passer à 3 000 t par an "en vitesse de croisière", à partir des plantations villageoises et des nôtres », confie le directeur des opérations.

Le laboratoire de l'entreprise travaille en étroite collaboration avec le Centre d'investigation agronomique et technique (Ciat) de São Tomé et le Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) pour obtenir le cacao sec le plus subtil possible. Depuis décembre 2014, Satocao s'est par ailleurs engagée dans un processus de certification, qui a déjà permis à 400 de ses partenaires producteurs d'obtenir l'appellation « biologique » en 2015. « Nous ne faisons pas d'agriculture intensive. Nous avons mis en place des techniques de production modernes, mais nous replantons de manière traditionnelle, avec du matériel végétal issu des jardins semenciers de l'île, afin de valoriser son terroir », assure Frédéric Pedron.

Un soin tout particulier est porté aux opérations post-récolte, c'est-à-dire la fermentation et le séchage, deux étapes clefs pour la qualité du cacao et cruciales pour l'entreprise, qui vend sa production à des chocolatiers européens de renom. Des clients exigeants, avec lesquels les contrats sont régis par les règles de la Fédération du commerce du cacao (FCC Rules), et qui ne manquent pas de venir visiter les plantations et les infrastructures de Satocao. Qu'à cela ne tienne puisque, sur le créneau de l'excellence, comme sur celui du bio-équitable, le marché est extrêmement porteur. « La demande est supérieure à l'offre et les cours sont en hausse », se félicite Frédéric Pedron.

Claudio Corallo, maestro du cacao santoméen

L'Italien installé à Sao Tomé depuis la fin des années 1990, l'Italien est l'un des meilleurs chocolatiers au monde. Rencontre avec un passionné des graines de cacao... et de café.

Il y a d'abord l'odeur puissante des fèves torréfiées. Puis celle du cacao



fondu, que les salariés préparent devant le maître des lieux : Claudio Corallo, 65 ans, qui passe pour l'un des meilleurs chocolatiers au monde. « C'est un peu humiliant, parce que ma vraie passion, c'est le café... Or on ne parle que de mon chocolat! » plaisante cet Italien qui réside depuis près vingt ans sur l'archipel, dont il a acquis la nationalité.

De la passion pour le café à la transformation du cacao

Cheveux grisonnants et regard perçant, le Florentin raconte comment il a quitté son Italie natale après avoir obtenu son diplôme. « Je me suis spécialisé en agronomie tropicale. C'était un acte prémédité... Je voulais partir », se souvient-il. En 1974, il s'envole pour le Zaïre (actuelle RD Congo). Séduit par les caféiers, il crée deux plantations près de la rivière Lomela (ex-province de l'Équateur), où il s'établit avec femme et enfants.

A São Tomé, il crée une plantation de caféiers et sur un terrain niché contre le flanc est de Príncipe, décide de cultiver des cacaoyers.

Au début des années 1990, la situation sécuritaire se dégrade. La guerre arrive aux portes de son exploitation. Sur la route de la lointaine Bolivie, où il se rend régulièrement pour apporter son expertise, il trouve São Tomé-et-Príncipe. Sa famille s'y installe, mais lui refuse d'abandonner ses terres. Jusqu'à ce que le conflit lui impose de fuir la RD Congo, en 1998. Il rejoint alors les siens, avec un baluchon pour tout bagage.

Sur les hauteurs de São Tomé, il crée une plantation de caféiers, Nova Moca, et, sur un terrain niché contre le flanc est de Príncipe, décide de cultiver des cacaoyers. « Par simple intérêt botanique au départ », puisque, comme il le répète encore aujourd'hui, il n'a jamais aimé l'amertume du chocolat noir.

« Un défaut que je ne retrouvais pas dans la fève. J'ai découvert qu'il venait de la transformation. Finalement, ça a donné mon chocolat. Ce n'est pas forcément meilleur, c'est juste une autre façon d'interpréter le cacao », explique Claudio Corallo.

Un produit de luxe qui s'exporte

Son chocolat, issu des meilleures fèves de sa plantation de Terreiro Velho, fait redécouvrir le vrai goût du cacao, sans sucre ajouté. « Son chocolat est merveilleux », tranche le célèbre cuisinier santoméen João Carlos Silva . Ce que confirment plusieurs chefs internationaux, qui s'arrachent ses tablettes, vendues 16,50 euros l'unité et destinées en grande majorité à l'export.

Il transforme environ 1,5 t de cacao dans sa « fabrique de chocolat »

Serait-ce un chocolat de luxe ? Claudio Corallo préfère mettre en avant la qualité de son produit et le suivi des clients sur sa plateforme en ligne. « Pas comme certains producteurs qui arnaquent les consommateurs avec l'image d'un paysan qui n'existe pas », souligne l'agronome, dont la production reste volontairement confidentielle face aux mastodontes du secteur.

Chaque mois, il transforme environ 1,5 t de cacao dans sa « fabrique de chocolat ». Une exception dans l'archipel, où la quasi-totalité des fèves est exportée à l'état brut. Résultat, Corallo emploie aujourd'hui quelque 300 personnes. « Seulement des Santoméens », tientil à préciser.

« Je veux voir jusqu'où on peut aller en misant sur la qualité », Claudio Corallo.

Si le chocolat constitue la majeure partie de son activité, il cultive aussi le poivre, s'essaie à la vanille et distille de la pulpe de cacao, y faisant macérer quelques fèves. Surtout, il n'oublie pas ses premières amours. Sur les contreforts de la plus haute montagne de São Tomé, ce passionné produit trois variétés rares d'arabica.

Et, sur les collines de sa plantation Terreiro Velho, à Príncipe, cultive du libérica, une variété de café ancienne et presque disparue, qu'il marie à l'un de ses chocolats d'exception. Des plants qui ne produisent que 50 kg à l'hectare, contre 2 000 kg pour les variétés hybrides des grandes exploitations. « Je veux voir jusqu'où on peut aller en misant sur la qualité », sourit-il en écoutant chanter sa cafetière italienne, signe que son nectar est fin prêt à être dégusté.

Gastronomie: João Carlos Silva, c'est lui le chef!

Il ne manque ni de goût ni de bagou. Visite chez João Carlos Silva, un cuisinier ultramédiatique, et l'un des meilleurs ambassadeurs de la culture santoméenne.

Chef cuisinier, artiste-peintre, animateur télé, directeur de centre culturel, hôtelier-



restaurateur et bientôt professeur... L'excentrique propriétaire de la Roça São João dos Angolares est un peu tout cela à la fois. Et il s'en amuse. « Je suis un peu fou! » lance João Carlos Silva en ouvrant grand les portes de la roça qu'il a transformée en un hôtel-restaurant d'exception.

Depuis son retour sur l'archipel, après dix-sept années passées en Angola et au Portugal, ce Santoméen de 60 ans, natif du sud de l'île, a façonné cette maison de maître coloniale qu'il avait héritée de son père. « J'ai voulu transformer cette plantation esclavagiste en plantation culturelle », confie-t-il.

Une renommée incontestée

Sa renommée, João Carlos Silva la doit aux émissions culinaires qu'il anime depuis une quinzaine d'années à la RTP, la télévision publique portugaise, dont Na Roça Com os Tachos (« roça et marmites ») et Sal na Língua (« du sel sur la langue »). À partir du 12 juillet, jour anniversaire de l'indépendance de l'archipel, RTP África diffusera une série de vingt-cinq émissions intitulée Les Îles du milieu du monde (surnom que les explorateurs portugais avaient donné à l'archipel équatorial), tournée dans douze pays, dont le Gabon, le Bénin, la Guinée-Bissau, le Mozambique et, bien sûr, São Tomé-et-Príncipe.

Le bagou de João Carlos Silva et cette exposition médiatique ont fait de sa roça, nichée contre le flanc sud-est de São Tomé, l'un des lieux incontournables de l'île.

« Apprendre la gastronomie, c'est apprendre à être un bon citoyen, en étudiant l'histoire,

la géographie, le patrimoine et les traditions », souligne le cuisinier.

En cette chaude journée d'avril, le maître de maison accueille une vingtaine de visiteurs. Sur sa terrasse avec vue sur la baie du village d'Angolares, il a installé son piano de cuisine au milieu des tables et sort de ses fourneaux une quinzaine de mets à la présentation raffinée. Avec le chef santoméen, la cuisine est un art et un spectacle. « Un art éphémère », plaisante-t-il avant d'inviter les touristes à réveiller leurs papilles en pratiquant un « spa de la langue ».

Un rituel qui consiste à sucer de la pulpe de cacao tout en savourant un grain de poivre, un morceau de chocolat et une pointe de gingembre, le tout arrosé d'une gorgée de vin rouge

portugais. Vient ensuite une farandole de plats à base de produits locaux : poisson volant (spécialité de l'île) sur lit de papaye verte mariné à la citronnelle, menthe et vanille ; ceviche de marlin à la coriandre sauvage, accompagné de carambole, mangue, fruits de la passion et fleurs de moringa...

Le chef-alchimiste transmettra sa passion et son savoir-faire à l'école de gastronomie qu'il compte ouvrir d'ici à six mois dans sa roça, où il accueillera une quinzaine de jeunes d'Angolares. « Apprendre la gastronomie, c'est apprendre à être un bon citoyen, en étudiant l'histoire, la géographie, le patrimoine et les traditions », souligne le cuisinier. Il considère que sa roça est un véritable « centre de développement local », qui emploie trente personnes.

Passionné d'art!

Elle n'est pas son seul investissement dans l'archipel. João Carlos Silva a aussi ouvert le Centre culturel Cacau, à São Tomé, où exposent photographes, sculpteurs et peintres locaux, et où l'on organise des concerts qui réveillent parfois la très paisible capitale. Installée dans un ancien garage de 200 m², « c'est une maison d'art qui a vocation à célébrer São Tomé-et-Príncipe », explique-t-il.

João Carlos Silva s'apprête par ailleurs à faire découvrir les saveurs et les couleurs de son pays aux Lisboètes, en ouvrant un restaurant dans la capitale portugaise. Mélange des arts oblige, l'établissement sera flanqué d'une petite galerie d'art et d'une épicerie fine de produits santoméens et africains. Son nom ? La Roça Lisboa. Tout un symbole!

Le « soft power » chinois cajole l'Afrique

Mar, 2016-03-22 03:54

L'Assemblée nationale populaire qui s'est achevé mi-mars à Pékin était l'occasion d'un exercice grandeur nature de soft power pour le régime communiste à l'égard du continent africain. Diplomates, journalistes et experts du continent étaient invités à « mieux comprendre » la Chine.

Il est des journalistes que le régime apprécie plus que d'autres. Ainsi



les vingt-deux confrères africains venus suivre de l'intérieur l'APN, l'Assemblée populaire nationale, grand-messe du Parti communiste chinois organisée chaque année au Palais du peuple à Pékin.

Sous les ors de la République populaire, ces journalistes débarqués de Guinée, du Nigeria ou encore d'Ouganda, ont suivi pendant dix jours les « leçons » très particulières d'une batterie

d'experts sur les secrets de la réussite chinoise. Lin Song Tian, directeur du département Afrique du ministère des Affaires étrangères, a ainsi expliqué en personne l'intérêt d'un tel programme :

Objectif: 200.000 boursiers africains

« La Chine, a lancé le diplomate, a la volonté de partager son expérience avec l'Afrique. Le soutien de la Chine est basé sur le respect mutuel et il n'y a pas d'intention cachée pour faire pression sur le continent comme c'est le cas avec les pays occidentaux. Nous cherchons à établir un partenariat et pas à coloniser le continent. Nous ne sommes pas en Afrique pour exploiter vos ressources, ni pour imposer nos idées ».

Comme eux, un millier de professionnels africains des médias seront reçus par la Chine chaque année pendant trois ans. Une promesse faîte par le président chinois Xi Jinping en décembre dernier à Johannesburg lors du sommet Chine-Afrique. Le programme s'inscrit dans le cadre de l'élargissement des bourses d'études offertes par la Chine aux Africains.

« Chaque année, nous recevons environ 10.000 boursiers africains, a expliqué Lin Song Tian lors d'une conférence de presse. Nous allons développer ce programme pour recevoir et former 200.000 africains. Certains viendront en Chine et d'autres seront formés localement par le biais de partenariats avec des universités et des institutions du secteur tertiaire ».

Ces vingt-deux journalistes sont les témoins privilégiés de la mise en place d'un programme ambitieux de « soft power » (diplomatie douce) chinois en Afrique.

Depuis 2014, la Chine reçoit via le « China-Africa Press Center Program » des reporters africains venus se confronter à la politique, la culture, les arts et l'histoire de la Chine. Un programme d'immersion qui ne laisse aucune place à l'improvisation ou à des reportages critiques sur le régime. « Nous sommes encadrés du début à la fin. Nous n'avons aucun temps libre pour réaliser librement un reportage ou des interviews », nous confie un peu amer l'un de ces invités qui se réjouit cependant d'avoir pu profiter d'un voyage tout frais payés.

Dix mois en immersion

Cette année, le programme va durer exceptionnellement dix mois. Il a débuté le 1er mars 2016 par une grande réunion de diplomates et journalistes africains, suivi de plusieurs séminaires à l'Université Renmin de Pékin sur le « système politique chinois » donné par le professeur Wang Yiwei.

Les journalistes occidentaux n'étaient pas conviés mais selon des comptes rendus il fut beaucoup question d'« amour réciproque » et de situation « gagnant-gagnant », selon la rhétorique préférée du régime : « nous aimons l'Afrique et l'Afrique nous aime », a ainsi lancé un orateur. Des diplomates africains en poste à Pékin étaient invités à assister à l'Assemblée et aux séminaires avec les journalistes.

Les experts chinois ont également beaucoup insisté sur la construction d'infrastructures, pré requis indispensable selon eux au développement de l'Afrique. L'occasion de défendre et justifier le programme chinois du Focac et les 60 milliards promis à l'Afrique pour la construction justement de ces d'infrastructures.

Le programme doit se terminer le 15 décembre 2016 avant l'arrivée d'une nouvelle délégation de journalistes en 2017.

Pour la propagande du régime, l'occasion est trop belle de ne pas donner la parole à ces témoins choyés : « La Chine a beau être loin de mon pays, la Guinée-Bissau, nous voulons en savoir plus sur le régime chinois », peut-on ainsi lire dans une interview à la presse officielle chinoise de la journaliste Lucienne Kamano. « L'histoire de la Chine est tellement riche que j'ai hâte de la faire partager à mes auditeurs ». Un concert de louanges repris par son confrère nigérian du Sun, Ikenna Emewu : « Je vis au Nigeria mais je m'intéresse énormément à la Chine dont je suis chaque jour les nouvelles. Je regarde notamment la chaine CCTV ».

CCTV justement, le groupe chinois de télévision publique chinois a créé plusieurs antennes à destination des pays étrangers : en anglais, en français et, pour l'Afrique spécifiquement, un décrochage quotidien diffusé depuis 2012 à partir de ses bureaux de Nairobi au Kenya et présenté notamment par une journaliste locale Beatrice Marshall. CCTV qui a fait une large place à la visite de ces journalistes africains et en a profité pour interviewer plusieurs Ambassadeurs en poste dans la capitale. Et quand CCTV en mandarin cette fois s'intéresse aux Chinois vivant en Afrique, cella donne une série de documentaires complaisants pleins de clichés, d'animaux sauvages et de couchers de soleil diffusés depuis le début du mois.

Chaque année, la Chine dépenserait ainsi l'équivalent de 6 à 10 milliards de dollars pour soigner son image à l'étranger, et notamment en Afrique, via CCTV et ses réseaux en six langues, Radio Chine internationale qui diffuse quant à elle en quarante trois langues, ou encore l'agence de presse Chine Nouvelle avec ses onze bureaux dans le monde. Sans compter les éditions africaines du Quotidien du Peuple et de China Daily.

Stratégie médiatique

« Il y a une stratégie globale des médias chinois, notamment en Afrique où, depuis les années 50, pour des raisons d'abord politiques puis économiques, le régime communiste entend s'attirer les bonnes faveurs des populations, explique Jiangeng Sun, chercheur et enseignant à l'Université catholique de l'Ouest en France. L'internationalisation des médias chinois a pour objectif d'établir un nouvel ordre médiatique du monde et s'emparer du pouvoir discursif. Il s'agit d'influencer l'opinion public dans les pays africains ».

De là est né le concept d'« information positive » cher à la propagande chinoise : « On est très loin en Chine du concept occidental d'information critique, note Jiangeng Sun. Je connais des journalistes chinois qui refusent de parler négativement d'un pays pour ne pas diaboliser ce pays ou parce que la Chine considère qu'il s'agit d'un pays ami ».

Les pays africains en font quasiment tous partie, à l'exception notable du Swaziland, de Sao Tomé-et-Principe et du Burkina Faso. Seuls pays d'Afrique à reconnaître Taiwan et pas la République populaire de Chine. Lors des attentats de janvier à Ouagadougou, la presse officielle chinoise n'a d'ailleurs pas hésité à tirer à boulets rouges et à fustiger, une fois n'est pas coutume, l'incurie du régime burkinabè. L'information positive a aussi ses limites.

La rédaction